

Lettre ouverte sur les biotechnologies végétales, signée par quarante scientifiques français*.

A l'issue du Grenelle de l'Environnement, le président de la République a annoncé la suspension provisoire des cultures d'OGM en France au motif affirmé de l'insuffisance de leur évaluation scientifique.

Membres des Académies des Sciences, des Technologies et d'Agriculture, nous souhaitons intervenir dans un débat afin de rappeler certains points trop souvent oubliés. Nous nous étonnons de voir ainsi peu pris en compte le travail des scientifiques dans ce domaine. Rappelons qu'avant toute autorisation de mise en culture chaque OGM est l'objet, au cas par cas, d'évaluations approfondies tant au niveau national qu'europpéen. L'impact sur l'environnement de même que la sécurité sanitaire sont aujourd'hui évalués au plan national par la Commission du génie biomoléculaire (CGB) et/ou l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) puis au plan européen par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESAs). L'autorisation de mise en marché ne peut être obtenue qu'après consultation de ces deux niveaux. Le seul OGM actuellement cultivé en Europe avait obtenu, des instances nationale et européenne de l'époque, un avis favorable.

Sur quelles bases alors remettre en cause ces travaux ? Comment expliquer à nos concitoyens que l'on suspende aujourd'hui, sans éléments scientifiques nouveaux solidement argumentés, la culture d'un OGM qui a été autorisé par toutes les instances nommées par le gouvernement et leur demander d'avoir confiance, demain, dans les avis des prochaines autorités mises en place ?

Nous regrettons que la parole des scientifiques ait été totalement inaudible dans ce débat où la passion l'emporte souvent sur la raison. Leur mission n'était-elle pas, et d'ailleurs ne sont-ils pas les seuls à pouvoir le faire, d'évaluer, dans des conditions précises et nécessairement au terme de nombreux essais en plein champ, l'impact des OGM sur la santé et l'environnement ?

Tout en reconnaissant que les choix politiques peuvent reposer sur d'autres critères que les seules analyses fournies par les scientifiques, nous demandons que le rejet de ces dernières ne soit pas les raisons avancées pour des décisions dont les fondements sont tout autres. Dès lors le sérieux des études scientifiques doit être affirmé, respecté et défendu, alors que de nombreux scientifiques français ont été publiquement vilipendés, diffamés, voire physiquement menacés, leur probité et leurs compétences ont été remises en question parce qu'ils n'avaient pas l'heur de se joindre au concert assourdissant des critiques contre les OGM.

En s'apant la légitimité de la parole scientifique caractérisée par une demande de rigueur, ceux qui s'opposent par principe aux OGM souhaitent empêcher que la première pierre d'une confiance partagée sur ce dossier ne soit posée et par là s'opposent au souhait du gouvernement d'en débattre avec objectivité.

Il est toujours plus aisé de susciter l'inquiétude en entretenant la confusion, en martelant des slogans et en convoquant la presse à chaque fauchage qui peut détruire des années de recherche, que d'expliquer simplement, par la vulgarisation, les mécanismes scientifiques et techniques mis en oeuvre pour l'obtention des OGM et pour analyser leurs impacts éventuels sur la santé et l'environnement. Il est plus qu'urgent de diffuser les résultats des études scientifiques et d'entreprendre un important travail de pédagogie.

Rappelons que les biotechnologies végétales sont l'application, dans le domaine agronomique, du génie génétique qui est aujourd'hui à la base de progrès majeurs dans l'industrie pharmaceutique. Par exemple, près de 40% des nouveaux médicaments en sont issus.

L'Europe, et plus particulièrement la France, a été l'une des pionnières des biotechnologies végétales. Pour de multiples raisons qui ne doivent rien à l'incompétence de nos chercheurs, ce sont désormais d'autres nations qui sont à la tête du progrès scientifique dans ce domaine.

Nous sommes donc particulièrement inquiets pour l'avenir de la recherche française et de la compétitivité de notre filière agro-industrielle. Pour progresser dans ces domaines, la

connaissance doit en effet s'appuyer sur des expériences nombreuses, y compris en plein champ, ces mêmes champs qui sont chaque année saccagés.

Le nombre d'expérimentations en France n'a cessé de chuter. Une centaine en 1997, issue d'une recherche privée et publique encore dynamique, treize en 2007, essentiellement pour le compte d'entreprises étrangères. Nos jeunes chercheurs, formés en France dans des centres de recherche en biologie et en agronomie réputés dans le monde entier, s'expatrient peu à peu. Ils savent que dans l'Hexagone leur travail sera discrédité, détruit ou qu'il ne pourra trouver d'application concrète. A l'inverse, des pays comme les Etats-Unis, la Chine, l'Inde ou le Brésil investissent massivement dans ces domaines. En 2007 près de mille essais sur de nouveaux OGM ont été menés aux Etats-Unis. Alors qu'on assiste à un foisonnement d'idées et de réalisations nouvelles à l'étranger, nous sommes de plus en plus exclus de la recherche sur de nouveaux OGM. Nous ne maîtriserons bientôt même plus les aspects techniques de cette méthode d'amélioration des productions végétales. Notre risque, soit de manque de compétitivité, soit de dépendance en matière de semences et donc de production agricole, est bien réel. Déjà l'intérêt technique, économique et écologique des OGM actuels est net, ce qui explique leur culture sur plus de 100 millions d'hectares en 2006 dans de nombreux pays développés et en développement. Nous savons aussi que des recherches actuelles ouvrent des perspectives passionnantes : plantes qui consomment moins d'eau, qui valorisent mieux l'azote, qui résistent à des parasites, plantes dont la production réclame moins d'énergie, qui participent à la dépollution des sols, plantes dont les propriétés nutritionnelles et sanitaires sont améliorées, plantes produisant de nouvelles molécules pour la production de médicaments, plantes enfin produisant de nouvelles matières premières renouvelables pour l'industrie. La recherche doit donc pouvoir s'exprimer pleinement.

La poursuite d'une évaluation stricte, au cas par cas, de chaque nouvel OGM doit rester la règle, garante de la bonne gouvernance et la base d'une confiance partagée sur ces sujets. Mais sans respect de la légitimité des expertises scientifiques, aucune confiance ne pourra être bâtie pour le développement apaisé des biotechnologies végétales.